



12-06-2013

Retraites : Agir vite, le temps presse

Les entreprises ferment les unes après les autres, la liquidation de notre industrie se profile derrière chacune de ces fermetures.

La France compte plus de millions de sans-emplois dont près d'1 million de jeunes dont la grande majorité sont au chômage avant même d'avoir pu trouver un emploi.

Une étude de l'INSEE montre qu'aujourd'hui 7% des retraités continuent de travailler, ils sont deux fois plus qu'en 2006. La majorité d'entre eux affirment que leur pension ne suffit pas pour vivre aujourd'hui.

Dans le même temps le gouvernement socialiste et les maîtres de l'industrie et de la finance tous ensemble, lancent une réforme des retraites de plus. Rappelons leur calendrier : la conférence « sociale » des 20 et 21 juin rendra publiques ses propositions. Le projet devrait être voté à l'automne et appliqué dès le 1^{er} janvier prochain. « Pour une fois le gouvernement a décidé de ne pas traîner » se félicite le MEDEF.

Agir vite

La CGT a déclaré qu'une nouvelle attaque contre les retraites serait un « casus belli ». C'est dès maintenant qu'il faut agir, surtout ne pas traîner. Attendre une fois de plus le « syndicalisme rassemblé » alors que tout le monde sait que les dirigeants de la CFDT et leurs comparses ont préparé ensemble avec le MEDEF cette « réforme », reviendrait à abandonner la lutte avant de l'avoir engagée. L'action tout de suite avec les 75% de salariés qui sont prêts à agir.

Nos propositions

*Ouverture du droit à la retraite pleine et entière à 60 ans, avec 37 ans ½ de cotisations

*Taux de remplacement- 75% minimum – pour une carrière complète

*Pas de pension inférieure au SMIC

*Retour aux 10 meilleures années pour le calcul de la retraite

*reconnaissance de la pénibilité avec départ anticipé

*Validation des périodes de précarité subie et validation des années d'études

*corriger les inégalités femmes- hommes

Il y a de quoi financer toutes les retraites

*80 milliards d'euros, c'est le montant annuel de la seule fraude fiscale

*200 milliards, c'est le montant des exonérations fiscales et de cotisations sociales qu' l'Etat alloue chaque année aux entreprises.

*600 milliards, (près de 2 fois le budget de la France), servent à spéculer dans les places financières.

*75 milliards de profits ont été réalisés en 2012 par seulement 10 sociétés capitalistes du CAC 40.

Les cheminots, les enseignants, les postiers, les fonctionnaires sont accusés d'être pour une large part responsables du déficit du régime des retraites. C'est faux. Les responsables sont les sociétés capitalistes, leur MEDEF et le gouvernement socialiste à leur service.

Agissons vite, le temps presse.

www.sitecommunistes.org